



Anaïs Timofte: «Ne pas pouvoir vivre dignement en travaillant pourtant à 100% dans l'un des pays les plus riches du monde, c'est inacceptable.»
(JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

Anaïs Timofte, l'autre gauche

VAUD A 27 ans, la popiste présente une candidature «de combat» dans la course au Conseil d'Etat. Elle attire déjà les voix de la Jeunesse socialiste et des Jeunes Verts

AINA SKJELLAUG
@AinaSkjellaug

Si la candidature d'Anaïs Timofte – il faut prononcer le «e», à la roumaine – à l'élection complémentaire du Conseil d'Etat vaudois ne devait servir qu'à une chose, ce serait d'ébranler la gauche dans ses certitudes. La jeune candidate déclare ne pas se présenter pour piquer des voix à ses adversaires, mais bien pour tenter de représenter des «gens qui se sont détournés de la politique». Rapidement dans la campagne, la Jeunesse socialiste, suivie des Jeunes Verts, a décidé d'apporter son soutien à la candidate de la gauche radicale.

Ils sont cinq à être candidats à la succession de Pierre-Yves Maillard. La socialiste Rebecca Ruiz, l'UDC Pascal Desauges, le PDC Axel Marion, Jean-Michel Dolivo qui représente SolidaritéS et Anaïs Timofte, le POP. La dernière tente son tout premier mandat politique en visant le Château cantonal et, si elle n'y parvient pas, cette récente diplômée d'un master en sciences politiques voudrait travailler dans un syndicat.

«Je remarque que, durant la campagne, mes rapports avec les deux candidats de gauche sont plus compliqués qu'avec ceux de la droite. C'est parce que je n'hésite pas à pointer leurs contradictions: je les mets devant une réalité qu'ils n'ont pas envie de voir. Jean-Michel Dolivo, par exemple, se dit le candidat de la grève des femmes, mais il ne lui est pas venu à l'esprit de soutenir ma candidature au lieu de se représenter une énième fois au Conseil d'Etat!»

Un aiguillon pour la gauche

Parmi ses soutiens, on retrouve Pierre Chiffelle, l'ancien conseiller d'Etat socialiste qui a rejoint le POP l'été dernier. «Elle me plaît, elle connaît les gens qu'elle défend, dit-il. La gauche institutionnalisée que l'on a dans le canton pourrait avoir besoin d'un tel aiguillon.» L'écrivain

lausannois Quentin Mouron l'appuie également. «C'est la candidate de la proximité, elle vit elle-même les difficultés sociales qu'elle dénonce, apprécie-t-il. Je me sens proche de cette gauche-là. Au contraire, je ne vois pas de différence entre Anne-Catherine Lyon, Cesla Amaruelle et Rebecca Ruiz: comme si elles avaient le même format.»

De quelle proximité parle-t-on? «Cela fait trois mois que j'ai une rage de dents qui me crée des maux de tête», confie Anaïs Timofte pour l'exemple. «Je devrais aller me faire enlever mes dents de sagesse mais je n'ai pour l'instant pas les 2000 francs que cela me coûterait. Si c'était uniquement mon cas, ce ne serait pas grave, mais cela représente le quotidien de milliers de gens dans le canton.» L'élément déclencheur de son entrée en politique fut l'indignation. En travaillant comme vendeuse à 100% chez MaxiBazar, puis chez Baby 2000, dans sa jeune vingtaine, elle gagnait 3000 francs brut par mois. «Ne pas pouvoir vivre dignement en travaillant pourtant à 100% dans l'un des pays les plus riches du monde, c'est inacceptable.» Plutôt que de pester dans son coin, elle décide de rejoindre les rangs de l'opposition. Puis, passionnée par l'étude de la politique, elle décide de rejoindre les bancs de l'université mais en travaillant toujours à 70%.

Pour alléger le poids des primes, Anaïs Timofte développe dans son programme électoral l'idée d'un système de compensation et de prélèvement chez les Vaudois qui ont un revenu au-dessus de la moyenne. L'idée que le coût de l'assurance maladie soit le même pour le salarié qui

«Je sens monter une colère dans la classe populaire, étouffée par le poids des primes, des impôts et des loyers»

ANAÏS TIMOFTE, CANDIDATE DU POP

touche 4000 francs par mois que pour celui qui gagne 20000 francs lui paraît absurde. Ce ne sont pas les efforts de la gauche au pouvoir comme le plafonnement des primes ou l'augmentation des allocations familiales qui la satisfont. «Ce n'est pas assez!» répète-t-elle. «J'appelle cela la politique du moindre mal. Depuis une vingtaine d'années, les socialistes n'ont plus rien à voir avec les classes populaires. Ils se reflètent les postes entre eux et nous présentent toujours leurs compromis avec la droite comme la seule alternative possible. La collégialité n'est pas inscrite dans la loi, que je sache.» Elle dit alors que si elle entre au gouvernement, ses propositions seront en faveur de la population qui ne va même plus voter parce qu'elle ne se sent pas représentée.

Facebook comme principal outil de campagne

Depuis quelques jours la jeune femme aligne les débats. Elle se montre à l'aise dans sa rhétorique, face à des parlementaires rodés. Pourtant elle n'aime pas ça, s'exprimer en public. Elle dit affronter sa peur en puisant dans ses convictions et dans l'urgence à agir. Elle conteste la taxe climatique prônée par les partis de gauche.

«On décrit les Suisses comme des gens plutôt satisfaits de leurs conditions de vie, qui manifestent peu et refusent une semaine supplémentaire de vacances. Mais je sens monter une colère dans la classe populaire, étouffée par le poids des primes, des impôts et des loyers. Les gens vont vouloir exprimer leur mécontentement, même si ce n'est pas en arborant des gilets jaunes. Et pour l'instant, je ne vois pas les politiciens se remettre en question.»

Anaïs Timofte s'étonne des centaines de messages de soutien qu'elle reçoit sur Facebook, son principal outil de campagne. Elle n'est même pas sûre que ces gens iront aux urnes, mais le simple fait qu'ils s'intéressent au débat public est pour elle une récompense. Dans la politique vaudoise, une nouvelle étoile rouge est née qui, après le Conseil d'Etat, tentera peut-être de guider son parti vers le Conseil national en automne prochain. ■

MAIS ENCORE

La Bâloise Eva Herzog vise le Conseil des Etats

La ministre des Finances de Bâle-Ville Eva Herzog est candidate à la succession d'Anita Fetz (PS) au Conseil des Etats. Les délégués de son parti l'ont désignée par acclamation lundi soir en vue des élections fédérales d'octobre prochain. ATS

Renvois: requérants érythréens sous pression

MIGRATIONS Depuis l'été 2018, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a rendu plusieurs centaines de décisions de renvoi. Les candidats à l'asile s'inquiètent aussi des efforts de la Confédération pour conclure un accord de retour avec le gouvernement d'Asmara

ANTOINE HARARI
@AntoineHarari

Les yeux gonflés, Tesfamariam* s'assoit lentement à une table de la cafétéria d'Uni Mail à Genève. Accompagné de Mélissa Llorens, de l'Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers, il semble fatigué à l'idée de raconter à nouveau son histoire. «J'ai été emprisonné pendant plusieurs mois parce que j'avais arrêté l'école suite à des problèmes de santé», explique-t-il, en français. «En prison, nous étions plus de 400. Il n'y avait ni toilettes ni fenêtres. Lorsque j'ai pu saisir une occasion, je me suis enfui», ajoute-t-il, avant de s'interrompre, visiblement ému. Mélissa Llorens continue pour lui: «En Erythrée, les gens sont détenus sans procès. Comme aucune ONG ne peut se rendre en prison, nos seules sources proviennent des détenus eux-mêmes.»

«Rentrer, c'est impossible pour moi, c'est aller en enfer!»

TESFAMARIAM*, REQUÉRANT D'ASILE ÉRYTHREENS

Après la fuite commence le long voyage qui l'emmènera en Suisse après avoir traversé l'Éthiopie, le Soudan, la Libye et l'Italie. Arrivé à Bâle, Tesfamariam est transféré à Genève. Convoqué à Vallorbe pour l'évaluation de ses motifs d'asile, il commet une erreur: «J'avais peur de donner toutes les informations, pour protéger ma famille. Du coup, j'ai omis une partie de mon récit, ce qui a convaincu les autorités que mon histoire n'était pas vraisemblable.»

Un changement de jurisprudence

S'appuyant sur un changement de jurisprudence du Tribunal administratif fédéral (TAF), qui a durci les conditions d'octroi de l'asile pour les requérants d'Erythrée, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a prononcé à son encontre une décision de renvoi. Du coup, le jeune homme fait partie de ceux qui pourraient être renvoyés à tout moment si un accord avec l'Erythrée était trouvé. La perspective épouvante le jeune homme: «Rentrer, c'est impossible pour moi, c'est aller en enfer!»

Bien qu'un collectif se soit formé autour de lui, le jeune Erythréen a déjà subi de plein fouet les conséquences de sa nouvelle situation juridique. «J'avais commencé à

refaire ma vie ici, où je fais tout pour m'intégrer, souligne-t-il. J'avais de bons projets et ils ont été anéantis, c'est injuste.» Le refus définitif du SEM a provoqué son renvoi de l'appartement, ainsi que l'impossibilité de continuer à travailler à Genève Roule, une des rares opportunités de travail pour les requérants érythréens, et à se former comme informaticien. Depuis, il est placé sous le régime de l'aide d'urgence.

Tesfamariam n'est pas un cas isolé. «Depuis l'accord de paix signé durant l'été 2018 par l'Erythrée et l'Éthiopie, le TAF a rendu des centaines de décisions de renvoi, qui ont des conséquences désastreuses pour les personnes déboutées», affirme Aldo Brina, du Centre social protestant (CSP). On compte en effet près de 600 décisions négatives entre 2018 et le début de l'année 2019.

La Confédération suit attentivement les développements concrets en Erythrée, indique le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), en particulier la reprise des relations diplomatiques et des liaisons aériennes entre les deux voisins. Même si, «concernant la politique intérieure érythréenne, aucun changement ou réforme n'a été observé à ce jour, en particulier dans le service militaire national».

Le DFAE précise qu'il s'est joint à la délégation du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) lors d'une mission sur place en novembre 2018. Il a participé par ailleurs, en janvier dernier à Asmara, à un atelier officiel sur le développement économique auquel participaient également la Suède, la Norvège et l'Allemagne.

«La Suisse, un cas à part»

La Suisse est aujourd'hui le seul pays européen à tenter de renvoyer des ressortissants érythréens, assurent les milieux de défense de l'asile. A fin 2018, la Confédération a essuyé les critiques du Comité contre la torture de l'ONU (CAT) pour ne pas avoir conduit un «examen effectif, indépendant et impartial» des risques encourus par les personnes renvoyées. Selon un rapport de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Erythrée (2016), le programme militaire de ce pays présentait de grands risques d'asservissement de la population.

Devenue un peu malgré elle la porte-parole de la communauté érythréenne romande, Veronica Almedom, de l'ONG Information Forum for Eritrea, fustige la «politique de précarisation» pratiquée par la Confédération. «Mettre à l'aide d'urgence des jeunes qui contribuaient à l'économie de la Suisse est une erreur de jugement, affirme-t-elle. En cas de renvoi, ils risquent «une punition appropriée» à leur arrivée. En juin dernier, un jeune renvoyé des Etats-Unis s'est suicidé lors de son escale au Caire de peur de ce qui pouvait l'attendre une fois rentré au pays.» ■

* Pseudonyme, nom connu de la rédaction.

EN BREF

«Gilets jaunes» à Genève

Un appel aux «gilets jaunes» à venir manifester mercredi matin à Genève, devant le siège des Nations unies, circule sur les réseaux sociaux, a rapporté hier la Tribune de Genève. Selon le quotidien, une demande d'autorisation a été adressée aux autorités. Elle est encore en cours de traitement mais devrait être délivrée car les organisateurs avaient accepté de se soumettre aux conditions posées et évoquent une manifestation très pacifiste. LT

La ville de Fribourg en grève

La ville de Fribourg a connu lundi la première grève de son histoire. Le mouvement, partiel avec des grévistes représentant un quart des employés environ, proteste contre l'assainissement de la Caisse de prévoyance du personnel de la ville de Fribourg (CPPVF). La grève s'est limitée à lundi après-midi. Elle a rassemblé quelque 150 employés, provenant avant tout des services de la voirie, mais aussi d'autres services du chef-lieu cantonal. ATS

Patrouilles mixtes

Des patrouilles italo-suisse effectuent depuis lundi des contrôles à la frontière entre les deux pays. Le but est de lutter contre l'immigration illégale dans la région transfrontalière entre le Tessin et les provinces italiennes de Côme et de Varese. Ces patrouilles mixtes ont effectué une formation commune ces derniers mois et sont prêtes à être engagées sur le terrain, ont annoncé lundi l'Administration fédérale des douanes et la police aux frontières italienne. ATS

Une «mule» arrêtée à Bienne

Un conducteur, arrêté samedi soir à Bienne avec une autre personne, a avoué transporter de la drogue. Un examen médical a révélé la présence d'une septantaine d'ovules contenant 1,5 kg de cocaïne dans son abdomen. L'homme âgé de 49 ans a été placé en détention provisoire, a indiqué la police bernoise dans un communiqué lundi. Il devra répondre de ses actes devant la justice. La deuxième personne interpellée a été relâchée. ATS